

Décentralisation

On a présenté à la Chambre une pétition signée par 51 personnes, dont tout le personnel de gestion de Parcs Canada, à l'exception de trois cadres qui auraient perdu leur emploi s'ils avaient signé. Selon la pétition, il serait dans l'intérêt de l'Ontario et des Canadiens, en ce qui concerne les travaux de recherche relatifs au patrimoine de l'Ontario, que le bureau régional soit situé à Peterborough. Le problème, voyez-vous, c'est que le député de Peterborough n'est pas libéral. Cette pétition demandait à la Chambre d'intervenir pour faire réexaminer l'annulation du déménagement.

Plus de vingt employés ont protesté officiellement contre cette décision. Trente-cinq cadres de Parcs Canada à Cornwall, qui attendaient ce déplacement depuis 1975, lorsqu'on avait annoncé que le bureau régional serait transféré à Guelph ou à Peterborough, ont demandé par écrit leur mutation il n'y a pas plus de deux semaines. Il ne s'agit pas là de mutations internes, mais bien de mutations hors du ministère de l'Environnement. Certains employés ont donné leur démission à cause de cette décision maladroite du nouveau ministre de l'Environnement (M. Roberts).

La principale raison invoquée à l'appui de cette décision est que le déménagement du bureau aurait été mauvais pour le moral des employés. Les trois cas survenus au cours du dernier mois prouvant que c'est au contraire la décision d'annuler le déménagement qui a eu des effets néfastes sur le moral, je voudrais rappeler à tous les Canadiens ce que l'annulation du déplacement de Parcs Canada de Cornwall à Peterborough leur coûte. On en dit long là-dessus dans le hantsard et dans les procès-verbaux des séances des comités. Il aurait fallu dépenser \$900,000 pour déménager tous les employés et \$91,000 pour transporter le matériel du bureau de Cornwall à Peterborough, cette ville où Parcs Canada pourrait le mieux servir l'Ontario étant donné qu'elle est située sur les rives des canaux Trent et Severn qui font partie des responsabilités de Parcs Canada.

Combien doit-on dépenser maintenant pour réinstaller le bureau à Cornwall? Les contribuables canadiens doivent payer \$1,250,000 aux employés pour racheter leur bonne volonté. J'entends déjà bien des gens dire: «Un million deux cents cinquante mille dollars pour les employés, comment va-t-on les payer et pourquoi?» Le gouvernement dédommagera ces employés en rachetant leurs maisons à Peterborough. Le contrat a été signé aujourd'hui à Peterborough avec la société A.E. LePage. Le gouvernement du Canada va racheter toutes les maisons de tous les employés de Parcs Canada. Le gouvernement ira ensuite à Cornwall pour racheter les maisons dont ces employés étaient propriétaires avant. Trois cas ont déjà été réglés. Une personne de Cornwall, un citoyen dont je tairai le nom, a reçu \$14,000 de plus que le prix qu'il avait payé afin que le gouvernement, c'est-à-dire les contribuables du Canada, puisse racheter une maison puis vendre la maison de Peterborough moyennant une commission de 6 p. 100 afin de faire revenir l'employé.

● (1730)

J'ai pris la liberté de faire quelques petits calculs. J'ai pris le nombre d'employés, le nombre de maisons achetées à Peterbo-

rough et le nombre de résidences comparables à racheter à Cornwall. J'arrive à quelque chose comme un million et demi de dollars et, nous atteindrons rapidement près de 3 millions de dollars. Voilà le genre de politique de décentralisation que pratique le gouvernement actuel.

On a renoncé à établir l'usine d'Eldorado Nucléaire dans le township de Hope, on a dépouillé une circonscription conservatrice du sud au profit d'une circonscription libérale du nord. Puis nous avons le déménagement de Parcs Canada à Peterborough. Parcs Canada a été instauré par deux anciens ministres du cabinet libéral qui ont perdu leur siège aux élections de 1979. Par la suite, Parcs Canada a été ramené à Cornwall qui est maintenant la circonscription d'un ministre du cabinet, car ce dernier a déclaré que si les libéraux formaient le gouvernement en 1980, il annulerait le déménagement à Peterborough et qu'il ferait tout pour l'empêcher. Je tiens à ce que les citoyens du Canada sachent combien il leur en coûte pour tenir ce ministre bien au chaud à Cornwall.

Sans tenir compte de tous ces appâts électoraux et de tous les dollars qu'on soutire aux contribuables canadiens pour permettre aux ministériels de satisfaire leurs ambitions politiques dans leur circonscription, voyons un peu ce qui se passe en Ontario. Je représente la région de Peterborough. Un bureau régional de Parcs Canada a été éliminé de la voie maritime de Trent-Severn. Le gouvernement l'a déménagé à Cornwall, dans le sud-est de l'Ontario. Nous avons la preuve que ce bureau de Cornwall coûte aux Canadiens \$260,000 par an de plus qu'il n'aurait coûté à Peterborough. La chose a été confirmée par l'actuel sous-ministre de l'Environnement; par le ministre de l'Environnement que j'ai moi-même contre-interrogé lors des audiences du comité et qu'on a interrogé aussi à la Chambre. Les contribuables n'ont pas fini de payer, sans qu'on se soucie, à cause de l'inflation. Parcs Canada à Cornwall leur coûte \$260,000 de plus par an là où cet organisme ne peut pas servir utilement et efficacement les Ontariens.

En second lieu, avec un bureau à Cornwall, le gouvernement oublie une chose. Dans sa politique de décentralisation, le gouvernement a dit qu'il installera les bureaux là où ils seront le plus utiles. Pourquoi dès lors le gouvernement a-t-il laissé le bureau régional de Québec dans la ville de Québec? Pourquoi ne l'a-t-il pas déménagé à Cornwall où il se trouvait quand le gouvernement a annoncé qu'il allait subdiviser le bureau régional pour l'installer au centre des provinces, soit dans les provinces centrales de l'Ontario et du Québec. Je vais vous dire pourquoi le gouvernement n'a pas déplacé le bureau de Québec à Cornwall: c'est parce que la circonscription de Québec est représentée par un député libéral.

Qu'entend donc faire le gouvernement de sa politique de relocalisation? Rien de bien nouveau. Si la circonscription est représentée par un libéral, c'est là que seront situés les bureaux, peu importe l'intérêt du Canada, l'intérêt du bureau ou l'intérêt des résidents de la région. Si le gouvernement tarde trop à se rendre compte qu'il doit agir dans l'intérêt du Canada et non pas dans celui de ses députés, nous aurons un mauvais gouvernement. Nous avons déjà un mauvais gouvernement aujourd'hui à cause du favoritisme et de la décentralisation des bureaux d'un bout à l'autre du pays.